

Bernadette LE BAUT-FERRARESE

Maître de conférences HDR en droit public



Matières enseignées : Droit de l'Union européenne (Institutions européennes, Ordre juridique de l'Union européenne, Libertés européennes, Droit européen de l'énergie) – Droit public.

Fonctions :

Responsable pédagogique du Master 2 Droit européen des affaires, Parcours professionnel.

Formation :

- Doctorat Droit public (1996).
- DEA Droit communautaire (1991).

Principales publications – Travaux (Bibliographie abrégée 2013-2005) :

- *Traité de droit des énergies renouvelables*. – 2^e éd. – Paris : Le Moniteur, 2012. – 692 p. – (Référence juridique.)

- *Droit des énergies renouvelables*. – Paris : Le Moniteur, 2008. – 528 p. (collab. I. Michallet).

- *Dictionnaire du droit de l'Union européenne*. – 2^e éd. – Paris : Ellipses, 2007. – 360 p. (collab. avec Th. Debard et C. Nourissat).

- L'obligation d'achat d'électricité renouvelable face au droit des aides d'État de l'Union européenne. – *Contrats publics*, février 2013, p. 73.

- « Quel droit pour le marché demain ? », p. 143-155 in S. Doumbé-Billé (dir.). – *Justice et solidarité*. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 314 p. – (Cahiers de droit international : n° 3.)

- Compte rendu *RTDeur*. 2012/4, p. LXXXI sur : THIEFFRY (P.). – *Droit de l'environnement de l'Union européenne*. – 2^e éd. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 1317 p. – www.dalloz-revues.fr.

- Les appels d'offres du droit de l'énergie : un instrument spécifique pour le soutien de l'électricité renouvelable ? – *CP-ACCP (Contrats publics. Actualité de la commande publique)*, n° 121, mai 2012, p. 32-37.

- Les énergies renouvelables, nouveau champ d'activité pour les entrepreneurs agricoles. – *RD rur*. 2012, étude 2.

- L'opposabilité de la loi Littoral à l'implantation d'éoliennes. Comm. sur CAA Nantes, 28 janv. 2011, *Sté Néo-Plouvien*. – *JCP A* 2011, n° 2120.

- La nature juridique des éoliennes à la lumière de la loi Montagne. Comm. sur CAA Marseille, 21 oct. 2010, *SA Tencia*. – *JCP A* 2011, n° 2121.

- « Le marché des énergies renouvelables et le droit du libre échange », in : *Droit international et défis énergétiques*. – Bruxelles : Larcier, 2010. – 367 p.

- La loi Grenelle 2 et les collectivités locales. Aspects institutionnels. Étude. – *Le Courrier des maires*, octobre 2010, n° 239.

- La loi Grenelle 2 et le contenu des politiques locales. Étude. – *Le Courrier des maires*, novembre 2010, n° 240.

- Comm. de CJCE, 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Lanwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33/76, *Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne (GAJUE)*, 2010, n° 17.

- Comm. de CJCE, 16 déc. 1976, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45/76, *GAJUE*, 2010, n° 18.

- Comm. de CJCE, 6 mai 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 102/79, *GAJUE*, 2010, n° 22.

- Comm. de CJCE, 9 nov. 1983, *Administration des finances de l'État italien c/ SpA San Giorgio (San Giorgio)*, aff. 199/82, *GAJUE*, 2010, n° 25.

- Comm. de CJCE, 19 juin 1990, *The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte : Factortame Ltd e.a. (Factortame)*, aff. C-213/89, *GAJUE*, 2010, n° 36.

- Comm. de CJCE, 21 févr. 1991, *Zuckerfabrick Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest c/ Hauptzollamt Paderborn*, aff. jtes C-143/88 et C-92/89, *GAJUE*, 2010, n° 37.

- Comm. de CJCE, 11 juill. 1991, *A. Verholen e.a. c/ Sociale Verzekeringsbank Amsterdam*, aff. jtes C-87/90 à C-89/90, *GAJUE*, 2010, n° 39.

- Comm. de CJCE, 9 nov. 1995, *Atlanta Fruchthandelsgesellschaft mbH e.a. c/ Bundesamt für Ernährung und Forstwirtschaft*, aff. C-465/93, *GAJUE*, 2010, n° 47.
- Comm. de CJCE, 14 déc. 1995, *Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ État belge*, aff. C-312/93, *GAJUE*, 2010, n° 49.
- Comm. de CJCE, 14 déc. 1995, *Jeroen van Schjndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ StichtingPensioenfonds voor Fysiotherapeuten (Van Schjndel)*, aff. jtes C-430/93 et C-431/93, *GAJUE*, 2010, n° 50.
- Comm. de CJCE, 15 sept. 1998, *Edilizia Industriale Siderurgica Srl (Edis) c/ Ministero delle Finanze*, aff. C-231/96, *GAJUE*, 2010, n° 60.
- Les conditions d’implantation et d’exploitation des éoliennes. – Étude. – *Le Courrier des maires*, juin 2010, n° 236.
- Énergies renouvelables : quel rôle pour les collectivités locales ? – Étude. – *Le Courrier des maires*, mai 2010, n° 235.
- Européenne, la taxe carbone doit-elle l’être ou à défaut ne pas être ? – *Environnement et Développement durable* 2010, étude 12 (p. 13).
- La réception du Protocole de Kyoto en droit européen. – *RTD eur.* 2010. 55.
- La « loi Grenelle 1 ». Le volet transports. – *Gazette communes*, 4 janv. 2010, p. 48.
- La « loi Grenelle 1 ». Grands principes et gouvernance. – *Gaz. communes*, 18 janv. 2010, p. 56.
- La « loi Grenelle 1 ». L’appropriation juridique des débats. – *Gaz. communes*, 26 oct. 2009, p. 58.
- La « loi Grenelle 1 ». L’efficacité énergétique. – *Gaz. communes*, 9 nov. 2009, p. 58.
- La « loi Grenelle 1 ». Les énergies renouvelables. – *Gaz. communes*, 23 nov. 2009, p. 54.
- La « loi Grenelle 1 ». Le volet urbanisme et biodiversité. – *Gaz. communes*, 7 déc. 2009, p. 54.
- La « loi Grenelle 1 ». Le volet déchets. – *Gaz. communes*, 14 déc. 2009, p. 52.
- Nouvelles règles pour l’attribution des concessions hydroélectriques. – *JCP A*, 23 mars 2009, p. 39. (collab. I. Michallet).
- La nature des droits négociables à polluer ou à produire plus « vert » au regard du droit communautaire des aides d’État. – *Environnement*, 2-2009, p. 16.
- L’impact paysager des éoliennes. Note sous TA Lyon, 4 novembre 2008. – *JCP A* 3-2009, p. 37.
- Coup de vent sur les éoliennes ? Note sous CE 6 août 2008, *Vent de colère et Vent du bocage*. – *AJDA* 2008. 2117.
- Chronique « Droit spatial européen, chroniques de l’Union européenne ». – *Revue française de droit aérien et spatial (RFDAS)* 2008. 248.
- « Quel droit pour le marché dans l’Union européenne demain ? », in *Justice et solidarité dans la société internationale. Perspectives actuelles et futures*. – Colloque 3 avril 2008, Centre de Droit International (Université Jean Moulin-Lyon 3). – Bruxelles : Bruylant, 2009. – Cahiers du CDI.
- La loi d’orientation agricole du 6 janvier 2006 et les énergies renouvelables. – *Environnement* 2006, p. 10.
- La loi d’orientation sur l’énergie du 13 juillet 2005 et les énergies renouvelables. – *AJDA* 2006. 189.
- Dans quelle situation le droit de l’Union européenne s’applique-t-il en droit interne ? – *LPA* 17 mai 2005, p. 4.

Langues parlées : Anglais.

<p>Bernadette LE BAUT-FERRARESE Maître de conférences HDR en droit public Contact : bernadette.ferrarese@wanadoo.fr</p>	<div style="text-align: center; border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> Centre d’Études Européennes </div> <p style="text-align: center;"> Université Jean Moulin – Lyon 3 – Faculté de Droit Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC (EA 4185) 15 quai Claude Bernard BP 0638 – F-69239 Lyon Cedex 02 Tél.: ++ 00 / 33 4 78 78 72 51 – Fax : ++ 00 / 33 4 78 78 74 66 Courriel : cee@univ-lyon3.fr – Site web : http://cee.univ-lyon3.fr. </p>
--	--